

L'esprit des lois

Je voudrais me poser devant vous la question de la modernité, qui n'est pas explicitement celle de ce soir, mais qui, je crois, est sous-jacente à notre débat. Car il ne s'agit pas, à mon sens, d'opposer ici une religion à une autre, mais de déterminer quelles sont ou quelles doivent être les valeurs cardinales de notre société – des valeurs que l'idée chrétienne, sinon la chrétienté, a contribué à forger, mais qui ne sont pas pour autant celles d'une religion particulière. Ces valeurs sont à mes yeux celles de la *modernité*, à condition bien sûr qu'on donne à ce mot un sens quelque peu sérieux et profond.

D'abord, il faut se déprendre de toute urgence de l'idée que les seuls acquis de la modernité sont d'ordre matériel, et que seule la possession des ordinateurs, des trains à grande vitesse et du vaccin antigrippe nous distingue de nos ancêtres et définit les temps présents. C'est même la plus catastrophique des erreurs, et nous sommes malheureusement les premiers, nous autres Européens, à la commettre.

La modernité, même si nous avons tendance à l'oublier, ou pire, à le nier, est d'abord une *aventure spirituelle*. Elle se manifeste sur trois plans, le plan *religieux*, le plan *scientifique*, le plan *politique*. Sur le plan *politique*, c'est l'avènement de l'idée démocratique, laquelle suppose la dignité de tous les individus, leur égalité devant la loi, leur droit égal à déterminer le destin de la communauté. Sur le plan *scientifique*, c'est la découverte des causalités naturelles, là où l'humanité ancienne voyait la main plus ou moins vengeresse de la

divinité. Et sur le plan *religieux*, précisément, c'est ce que j'appellerais la découverte du Dieu éthique : la conscience progressive que ce qu'il y a de plus haut (Dieu), c'est aussi ce qu'il y a de plus humain (bonté, amour, fraternité, connaissance, liberté).

La modernité, c'est donc conjointement, indissociablement, la découverte et l'élaboration de ces trois idéaux : *la démocratie, la science, la religion éthique*. La *démocratie* suppose à la fois l'égalité des citoyens et le refus d'un pouvoir de droit divin. La *science* signifie l'appivoisement du monde naturel par l'intelligence, la compréhension de son fonctionnement, sans qu'on y mêle Dieu. La *religion éthique* signifie le refus d'attribuer à Dieu une essence qui contredise nos aspirations les plus hautes et notre morale la plus noble ; le refus d'attribuer à Dieu l'arbitraire, la tyrannie ou la violence.

Ces trois piliers de la sagesse moderne : démocratie, science, religion éthique, faut-il estimer qu'ils remplacent aujourd'hui les colonnes des temples écroulés, mettant fin à toute idée de religion ? La question se pose, car enfin, dans les trois cas, Dieu, tel qu'il était jusqu'alors conçu, perd sa place et ses prérogatives anciennes. Il n'est plus le garant du pouvoir, il n'est plus le maître de la nature, il ne siège plus au-delà du bien et du mal tels que les définit désormais notre exigence morale. D'ici à dire que Dieu est exclu d'un tel monde, et qu'il est devenu, selon le fameux mot de Pierre-Simon de Laplace, une hypothèse inutile, il n'y a qu'un pas, que l'on franchit souvent.

Je ne crois pas cependant que l'athéisme soit le corrélat nécessaire de la modernité. Je crois plutôt que la question de l'athéisme et du théisme tend à y perdre de sa pertinence, et que la coupure entre les deux y perd de sa netteté : pour le croyant, Dieu est la réalité ultime vers quoi tend l'effort de sa connaissance et de son amour. Pour l'incroyant, ce Dieu n'est que le nom d'une idée régulatrice. Dieu n'a pas besoin d'exister pour être grand. Si bien

qu'entre ceux qui croient au Ciel et ceux qui n'y croient pas, la différence devient négligeable. Les uns et les autres savent que ce qui compte, c'est la vertu (la vertu de connaître, la vertu de comprendre, la vertu d'aimer). Et pour l'un comme pour l'autre, finalement, comme le disait Spinoza, *praemium virtutis est ipsa virtus*.

*

Voilà comment je résumerais la modernité, et ce que j'aurais appelé ses acquis spirituels, si, dans ce domaine, rien pouvait jamais être acquis. Car en Europe, lieu où se situe mon récit, non seulement cette modernité ne s'est pas faite en un jour, mais elle n'a pas fini de se faire. Elle est le prix de combats difficiles, qu'il est bon de rappeler ici, parce que l'islam, aujourd'hui, est à son tour le lieu de ces combats. Combat pour la démocratie, combat pour la connaissance libre, combat pour un Dieu qui ne soit pas un prétexte à la violence.

Tous ces combats peuvent être résumés ou ramenés à un seul : le combat contre le *littéralisme*. Oui, le littéralisme, c'est l'obstacle qui se dresse aussi bien devant la modernité politique que devant la modernité scientifique et la modernité religieuse. Il interdit l'autonomie des individus, il paralyse la recherche intellectuelle, il oppose son veto à toute avancée spirituelle. Par définition, le littéralisme renvoie à un texte donné pour définitif, et qui n'a que faire des vicissitudes humaines ; qui n'a que faire, tout simplement, de l'évolution des êtres et des mondes, qui n'a que faire de l'histoire et du temps. Or la modernité, c'est précisément la conscience du temps, et la conscience que le sacré lui-même évolue vers plus de pureté et plus de dignité, que le sacré lui-même est sculpté par le temps. La modernité, c'est la connaissance et la reconnaissance du temps, du temps qui humanise et qui libère, tandis que le littéralisme, c'est la

résistance au temps. C'est pourquoi le littéralisme, décidément, n'est pas un humanisme.

*

J'aimerais donner un exemple, que je simplifie à outrance mais que je ne crois pas trahir, du rejet du littéralisme, en Europe, *au nom même* de l'exigence d'humanité, et d'humanisation, de purification du sacré. Je le trouve dans un ouvrage paru en 1686, donc juste après la révocation de l'Édit de Nantes, et connu sous un titre éloquent : *De la tolérance*. Son auteur est le grand Pierre Bayle, surnommé « l'athlète de la vérité ». Pierre Bayle discute longuement et passionnément une formule que l'Évangile met dans la bouche de Jésus, et qui semble justifier la violence au nom de la religion. Dieu s'adresse au croyant, et lui indique la conduite à tenir vis-à-vis de ceux qui ne sont pas encore entrés dans la foi. Les mots que l'Évangile lui attribue sont :

« Contrains-les d'entrer »¹. Longtemps, et déjà chez Saint Augustin, cette parole évangélique a justifié, précisément, la « contrainte » en religion.

La légitimation de cette contrainte, donc de cette violence, est on ne peut plus simple ; elle est *littérale* : puisque ces mots sont *parole d'Évangile*, ils relayent un ordre de Dieu, il n'y a pas à discuter. Les dragonnades de Louis XIV sont légitimes, comme il était légitime de brûler les hérétiques. Que répondre à cela ?

*

La réponse de Pierre Bayle sera elle aussi très simple : « Tout sens littéral qui contient l'obligation de faire des crimes, est faux »².

¹ Luc 14, 23.

² Cf. Pierre Bayle, *De la tolérance*, 1992, Presses Pocket, pp. 85-6

Et pourquoi est-il faux ? Parce que l'esprit de l'Évangile, c'est le contraire même de l'obligation de faire des crimes. Il faut lire *en esprit* tous les Évangiles, toute la Bible, toute la réalité. La lecture selon l'esprit plutôt que selon la lettre, c'est Jésus lui-même qui la demande, lui qui affirme que le sabbat est fait pour l'homme et non l'homme pour le sabbat : de même, *le texte est fait pour l'homme, et non l'homme pour le texte*. Du coup, la formule « contrains-les d'entrer », d'ailleurs incluse dans une parabole, ne peut signifier qu'une invitation pressante à participer au banquet divin. Cette invitation pressante n'autorise en aucune manière le « forçement des consciences », comme on disait à l'époque.

Bayle invoque constamment ce qu'il appelle la *conscience* ou la *raison*, réceptacles de *la lumière naturelle*. Cette lumière, c'est celle de l'esprit divin, qui est en même temps l'amour divin. Quelques décennies plus tard, « Les Lumières », au pluriel, en appelleront à leur tour à la raison et à la conscience, mais tendront à les émanciper de Dieu. Néanmoins, on manque l'essentiel des Lumières si l'on ne comprend pas que la conscience et la raison qu'elles invoquent ne sont ni je ne sais quelle froide rationalité, ni, à l'autre extrême, je ne sais quelle intériorité sentimentale et complaisante, mais *le lieu même de l'exigence éthique ; l'activité même de l'amour dans l'esprit*. Voilà pourquoi c'est au nom de la *raison* qu'on défendra la *dignité* humaine. C'est au nom de la raison que Beccaria demandera l'abolition de la torture judiciaire, que Voltaire se battra pour Calas ou pour le chevalier de la Barre, que Condorcet se battra pour l'égalité des hommes et des femmes. Cela montre assez que cette raison est toujours une *raison spirituelle*, une raison éthique. Elle est toujours cette force qui, en nous, lutte pour dissocier Dieu de la contrainte, l'esprit de la lettre, et le sacré de la violence.

Le sacré, s'il existe, ne parle pas d'autre langage que celui de l'humanité, de la dignité humaine. Et il n'y a pas de lettre, quelle que

soit sa prétention au sacré, qui tienne devant cet esprit. C'est ainsi qu'on pourrait à mes yeux résumer la modernité.

*

Voilà ce qu'ont magnifiquement compris les penseurs musulmans qui récusent, au nom de l'humanité, une lecture *littéraliste* du Coran, et, à plus forte raison, refusent que la charia tienne aujourd'hui lieu de code civil ou de code pénal (que ce soit en Europe ou ailleurs). Ces penseurs savent, souvent mieux que nous autres Européens, que la modernité n'est ni la technique, ni la consommation, ni la profanation, mais qu'elle est, comme l'écrit l'un d'entre eux, Abdenour Bidar, un « événement spirituel sans précédent ». Parce qu'il mesure le caractère universel de cet événement, ce même auteur demande que sa religion commence par « sacrifier tout ce qui est incompatible avec les droits de l'homme »³.

Ils ne sont donc pas rares, même s'ils sont souvent isolés, les musulmans qui, comme Abdenour Bidar, veulent non pas poser l'islam en rival de la modernité, ni insérer tel quel l'islam dans la modernité, mais accueillir, dans l'islam, l'« événement spirituel » que la modernité porte et signifie. Ce qui est frappant, c'est que leur tentative de *moderniser* l'islam (dans ce sens très profond et très spirituel du terme moderniser) va toujours et forcément de pair avec un refus du *littéralisme* ; avec une *relecture* des textes et du texte sacré ; avec une réinterprétation critique ; avec une mise en perspective historique, philologique, herméneutique. Bref, une lecture *en esprit*. Ces penseurs musulmans suivent donc, en toute conscience, *le même chemin* que les penseurs qui, en Europe, du seizième siècle à nos jours, nous ont peu à peu libérés de la lettre qui tue.

³ Cf. Abdenour Bidar, *Un islam pour notre temps*, Seuil, 2004, pp. 36 et 13.

Leur relecture du texte sacré peut prendre diverses formes, et la forteresse du littéralisme peut être attaquée de plusieurs côtés. Ainsi, des penseurs comme le Soudanais Mohammed Taha, tout en maintenant la foi dans la sacralité de la lettre coranique, estiment que certains versets particulièrement choquants pour nos consciences pourraient être *abrogés*, parce qu'ils étaient liés à des circonstances maintenant dépassées, ou parce qu'ils appartiennent à une couche rédactionnelle tardive du Coran, et qu'ils ont eux-mêmes abrogé d'autres textes. Mohammed Taha est d'ailleurs mort de cette audace.

D'autres savants, comme l'Iranien Mohammad Shabestari, ont une approche plus herméneutique, insistant sur la nécessaire réinterprétation du texte au fil des temps et des évolutions sociales⁴. De son côté, le Tunisien Mohammed Charfi, juriste, recourt aussi bien à la philologie qu'à l'histoire, à la sociologie qu'à la psychologie pour débouter la lecture littéraliste. Et pour déclarer enfin que « l'islam n'est (...) ni un droit, ni un État, ni une politique, ni une identité. Il est une religion » ; que le droit de la charia est « une œuvre purement humaine »⁵. Son compatriote Mohammed Talbi tente lui aussi de repenser la charia non selon la lettre mais selon l'esprit⁶, ce qui peut avoir d'immenses et heureuses conséquences. On pourrait en nommer plusieurs autres, comme Youssef Seddick, Daryus Shayegan ou Mohammed Arkoun.

Pour tous ces penseurs, le littéralisme est l'ennemi. Exactement comme il le fut pour les penseurs, leurs frères, qui fondèrent la modernité occidentale. L'anthropologue et psychanalyste musulman Malek Chebel, dans son *Manifeste pour un Islam des Lumières*,

⁴ Cf. Vida Amimokri, *L'islam et les droits de l'homme*, Les Presses de L'Université Laval, 2004, pp. 126 ss.

⁵ Cf. M. Charfi, *Islam et liberté*, Albin Michel, 1998, p. 58 et 122.

⁶ Cf. A. Filali-Ansari, *Réformer l'islam ?*, La Découverte, 2003, p. 172.

formule « vingt-sept propositions pour réformer l'islam »⁷. Et la toute première de ces propositions consiste en ce qu'il appelle lui-même la Nouvelle Interprétation des Textes, qu'il abrège en NIT.

Oui, le littéralisme est l'ennemi ; non seulement de l'humain, mais du sacré lui-même, dont on ne saurait concevoir sans scandale qu'il bafoue la dignité des êtres, écrase leur liberté, entrave leur raison.

Et puis, il faut bien le dire, et ces auteurs le disent à l'envi, l'invocation de la lettre intouchable pour justifier des lois contraires à l'humanité, est rarement le fait de purs esprits qui croient sincèrement à la sacralité absolue du Coran, et qui exercent pour sa gloire la plus grande dureté, comme le terrible maître du jeune héros de *L'Aventure ambiguë*, ce très beau roman du Sénégalais Cheik Hamidou Kane. Non, les défenseurs de la lettre, le plus souvent, sont tout bêtement des pouvoirs qui ont intérêt, pour se perpétuer, à mettre le sacré de leur côté. La critique de la religion est une nécessité, c'est la nécessité première, mais la critique de l'instrumentalisation de la religion n'est guère moins nécessaire.

Ces deux critiques, en tout cas, exigent ce que Malek Chebel appelle « un nouvel itjihad », c'est-à-dire un nouvel effort de réflexion, une *Aufklärung* musulmane, qui remette en question le sacré au nom même du sacré⁸.

*

Tout cela pour dire que la question n'est pas de savoir si la charia doit ou va prendre place aux côtés du code pénal en Europe, voire prendre sa place. Elle est bien sûr de travailler ensemble à ce que la charia cesse d'être appliquée en pays musulman.

⁷ Cf. M. Chebel, *Manifeste pour un islam des Lumières*, Hachette, 2004, p. 23.

⁸ M. Chebel, *Le sujet en islam*, Seuil, 2002, pp. 277-8 : « En sanctifiant le Coran et le *hadith* », écrit-il, « le droit a tué la réflexion libre et l'interprétation ».

Certains esprits très honnêtes, très tolérants et très scrupuleux demanderont peut-être pourquoi ce serait à « eux », les musulmans, de s'adapter à « nous » les Européens, et non l'inverse. Est-ce qu'il ne faudrait pas au moins faire un petit pas chacun, un petit effort chacun ? Finalement, *au nom de quoi* estimerions-nous que nos Lumières valent mieux que le littéralisme, et nos codes pénaux ou civils, mieux que la charia ?

Au nom de quoi ? Mais de tout ce que je viens de dire : au nom d'un sacré qui ne soit pas violence, au nom d'un sacré qui respecte l'égalité de dignité de tous les êtres, au nom de l'exigence de liberté, au nom de la joie et du devoir de penser, au nom de l'égalité entre l'homme et la femme, au nom du refus de la tyrannie spirituelle et temporelle. Ces raisons (qui sont, je le répète, celles de nombreux penseurs musulmans), j'ose espérer qu'elles suffisent.

J'ajoute – et c'est important à mes yeux – que la question n'est pas de diviser l'humanité en « eux » et « nous ». Ni de dire un seul instant que « nous » valons mieux qu'« eux ». La modernité, telle que j'ai tenté de la définir, c'est le combat de « nous » tous, Européens et musulmans, et c'est d'ailleurs un combat qui, en Europe, n'est nullement terminé, nullement gagné. On ne le sait que trop, l'Occident a largement trahi les idéaux humanistes qu'il a prétendu incarner. Et ce qui est encore plus grave peut-être, les Occidentaux sont souvent les premiers à croire que la modernité n'est rien d'autre que l'ordinateur ou le téléphone portable. Ils sont les premiers à oublier que la modernité est un « événement spirituel », et qu'aucune de nos libertés d'agrément n'existerait sans le courage, l'intelligence, l'humanité de ceux qui furent les acteurs, au fil des siècles, de cet événement. Ils l'oublient si bien que lorsque, fatigués de leur matérialisme, ils manifestent à nouveau un besoin de spiritualité, c'est souvent pour succomber eux-mêmes, avec une

confondante passion pour la niaiserie et la régression, à la tentation littéraliste.

La chance spécifique de l'Europe, c'est que les régimes politiques et juridiques y sont comme le conservatoire, ou même le sanctuaire, en principe inviolable, des conquêtes spirituelles de la modernité. À la limite, même s'il n'y avait plus personne pour penser cette modernité, celle-ci, au travers de nos lois, continuerait, au moins pour un temps, de nous défendre contre nous-mêmes. Pour un temps, oui. Mais il faut prendre garde : les lois elles-mêmes ne perdurent pas par la seule force de l'habitude. Elles ne survivent pas longtemps sans l'« esprit des lois ». Nous avons les lois, j'espère que nous avons l'esprit.